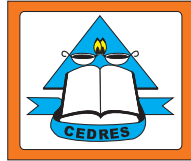


C E D R E S



Laboratoire d'Economie de l'Environnement et de  
Socioéconométrie



**Rapport synthèse de l'atelier national de  
formation sur la politique et le droit de la  
concurrence**

Noël THIOMBIANO  
Idrissa OUIMINGA

Avril 2010



**welcomes you**

Le jeudi 15 avril 2010 a eu lieu la troisième rencontre du Groupe National de Référence (GNR) à l'hôtel Palm Beach à Ouagadougou. Regroupant un ensemble de personnes ressources depuis la mise en place du projet, les travaux ont fait le point sur l'avancée du projet au niveau national et défini les actions à mener à l'avenir pour poursuivre l'initiative de CUTS.

Au titre d'un bilan partiel, un point a été fait par le Dr Noël THIOMBIANO (point focal du projet). Il a tour à tour rappelé les réalisations depuis le GNR I à savoir la mise en place effective du GNR et son engagement à soutenir le CEDRES dans les travaux à mener, puis la réalisation du rapport de recherche faisant état de la concurrence dont les résultats ont été présentés, débattus et amendés au GNR II ; et enfin la formation réalisée les jours précédents avec la société civile, les journalistes et les échanges avec les parlementaires.

Pour ce qui est des actions à mener pour l'avenir, les participants ont proposé :

- une meilleure sensibilisation de toutes les couches de la population par des émissions radios et télévisées, des jeux radiophoniques, la publication d'articles dans les quotidiens. Se rapportant aux articles, il a été relevé quelques articles déjà publiés pour sensibiliser l'opinion publique sur les questions de concurrence ;
- la création d'un module de formation au niveau universitaire pour imprégner la jeunesse estudiantine des notions de concurrence ;
- un point très important relevé, et approuvé par tous les participants, est la création d'un observatoire national pour pérenniser l'action du CUTS.

D'une part, en matière de coopération avec les institutions sous régionales, notamment l'UEMOA, les relations avec ce projet sont bonnes car, l'UEMOA a approuvé l'action de CUTS au niveau des pays francophones du projet (Burkina Faso, Mali, Sénégal et Togo). Les instances en charge de la concurrence au niveau de l'UEMOA s'engagent à faire le même type de formation dans les autres Etats membres (Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau et Niger). L'institution voit d'un bon œil une synergie d'action avec CUTS dans un cadre officiel et émet comme seule entrave mineure la barrière de la langue (anglais face au français et au portugais).

D'autre part, le CUTS envisage parmi ses prochaines actions, des sessions d'échanges avec les magistrats comme cela a pu se faire avec les journalistes et les parlementaires.

Le GNR 3 a pris un certain nombre de résolutions pour la suite des activités du projet au niveau du pays. Il s'agit :

**Résolution 1** : Mise en place de centres de documentations spécialisés dans le domaine de la concurrence, au niveau national et 7Up4 et au-delà la mise en place d'un **Observatoire**.

L'équipe du CEDRES a été mandatée de monter le projet de mise en œuvre de cet observatoire au niveau du pays. Il s'agira de spécifier :

- qui doit gérer l'Observatoire?
- Qui doit recueillir l'information et quel type d'information?
- Quels seront les différents canaux de diffusion de l'information?

En rappel, d'autres structures (Ligue des Consommateurs du Burkina : LCB et les centrales syndicales) ont eu la même idée de création de l'Observatoire.

**Résolution 2** Actions médiatiques auprès du grand public afin de faire partager les concepts du marché, du rôle régulateur de l'État, d'expliquer les bienfaits d'une politique de la concurrence pour les consommateurs. Les différents canaux possibles sont : diffusion de brochures, CD, DVD, entretiens et reportages radio, télévision, Internet, sur l'ensemble des pays par les administrations et les organisations professionnelles et de consommateurs.

**Résolution 3** : Séminaires d'information et de formation à l'intention des étudiants, des fonctionnaires de tous les ministères, des membres et rapporteurs des autorités de la concurrence et les autorités spécialisées, universitaires, magistrats et autres praticiens et, bien entendu, des consommateurs. Ceci est faisable par l'élaboration de « modules » de cours (dans les Universités) et formation et par des « Tournées » d'informations et de sensibilisation dans les Provinces et grands centres économiques du pays.

**Résolution 4** : Mobiliser tous les organes consulaires consultatifs du Burkina et de la zone. Les principaux acteurs responsables de cette résolution pourront être le 7Up4 et l'UEMOA.

**Résolution 5** : Établir des communications nationales et lignes directrices avec les autorités nationales : notamment pour ce qui concerne :

- les relations entre Autorités nationales
- l'articulation entre droit communautaire et droits nationaux
- diverses questions de fond : ententes, abus de position dominante, refus de vente, discriminations, prix imposés

**Résolution 6** : Rôle accru des administrations et autorités nationales pour la surveillance du marché et pour participer à des enquêtes approfondies avec bilan concurrentiel, par secteurs d'activités.

**Résolution 7** : Formaliser et développer le réseau et les liens entre les différentes instances (Observatoire notamment) au niveau régional (7Up 4, avec élargissement UEMOA...). Concept de « plateforme » accessible aux représentants de la société civile

**La Méthodologie de la mise en œuvre des recommandations** amendée est la suivante:

Précisions du contenu de chaque recommandation (CEDRES)

Budgétisation des activités définies dans le cadre des recommandations (CEDRES)

Calendrier de mise en œuvre (CEDRES) (d'ici septembre, période de dix mois CUTS, après...).

Le CEDRES devrait être appuyé dans cette mission par les différentes structures membres du GNR et ce selon les domaines de compétence de chacun d'eux. Le projet devrait être prêt et amendé lors du GNR 4.

Ont pris part à la rencontre :

**Liste de présence: GNR III**

N°	Noms	Prénoms	Organisation	Téléphones/emails
1	THIOMBIANO	Alfred	Collaborateur	<a href="mailto:thiombianofred@yahoo.fr">thiombianofred@yahoo.fr</a> 76-65-41-85
2	LANKOANDE	Gountiéni D.	CEDRES	70-74-87-24 <a href="mailto:gountieni@yahoo.fr">gountieni@yahoo.fr</a>
3	SOMDA	Georges	Ligue des Consommateurs du Burkina (LCB)	70-72-60-55 <a href="mailto:b_ksaw@yahoo.fr">b_ksaw@yahoo.fr</a>
4	YE	Calixte	GERDDES	76-17-40-63 <a href="mailto:calixteye@yahoo.fr">calixteye@yahoo.fr</a>
5	OUEDRAOGO	Sayouba	CEDRES	70-19-15-12 <a href="mailto:sayoubaoued@yahoo.fr">sayoubaoued@yahoo.fr</a>
6	KINVI	Messan	Université Ouaga2/Togo	71-74-41-74 <a href="mailto:kibenmes@yahoo.fr">kibenmes@yahoo.fr</a>
7	NIMUBONA	Frédéric	Université Ouaga2/Burundi	78-47-63-87 <a href="mailto:nimubonafred@yahoo.fr">nimubonafred@yahoo.fr</a>
8	OUEDRAOGO	Adama	Assemblée Nationale	78-83-09-86 <a href="mailto:zougranadidier@yahoo.fr">zougranadidier@yahoo.fr</a>
9	ZIGANI	L. Mathias	DGPER/Ministère Agriculture	<a href="mailto:zigmathias@yahoo.fr">zigmathias@yahoo.fr</a>
10	THIOMBIANO	Taladidia	Coordonnateur national	<a href="mailto:taladidia@yahoo.fr">taladidia@yahoo.fr</a>
11	THIOMBIANO	Noël	Point focal	<a href="mailto:thiombianoel@yahoo.fr">thiombianoel@yahoo.fr</a>
12	OUIMINGA	Idrissa	Chercheur Associé	<a href="mailto:idriss1079@yahoo.fr">idriss1079@yahoo.fr</a>
13	ZABRE	Victor	Université Ouaga2	76-66-65-40 <a href="mailto:victor_zabre@yahoo.fr">victor_zabre@yahoo.fr</a>
14	COULIBALY	Adolphe	Secrétaire permanent CNCC	76-57-28-21 <a href="mailto:adolphecoulibaly@yahoo.fr">adolphecoulibaly@yahoo.fr</a>
15	TRAORE	Seydou	Secrétariat Général Ministère Commerce	70-70-29-30 <a href="mailto:seyd_traor@yahoo.fr">seyd_traor@yahoo.fr</a>
16	COMPAORE	Serge Eric	CNCC	70-74-60-70 <a href="mailto:sergeericcompaore@yahoo.fr">sergeericcompaore@yahoo.fr</a>
17	TRAORE	Siaka	Réseau National de Lutte Anti Corruption (RENLAC)	70-29-13-63 <a href="mailto:traoresiaka@hotmail.com">traoresiaka@hotmail.com</a>
18	BHATTACHARYA	Samir	CUTS	919549135798 <a href="mailto:Sb5@cuts.org">Sb5@cuts.org</a>